

---

**CONSEIL RÉGIONAL**  
**GROUPE COMMUNISTE**

---

## Avis sur les propositions du rectorat concernant les formations professionnelles pour la rentrée 2008.

### Intervention de Gisèle Quérité

Le département d'Eure et Loir qui souffre particulièrement du chômage, du manque de formation et de qualification se voit une fois de plus durement touché par les fermetures en sections professionnelles.

Prenons le lycée Silvia Monfort à Chartres:

- 2005: fermeture de la section BEP Secrétariat - 32 réduction des effectifs BEP Compta - 12 BEP Vente - 16
- 2006 : réduction des effectifs des 2BEP Compta à 2 X 24 2 BEP Vente à 2 X 24
- 2007 : réduction des effectifs en BEP Compta 1 seule classe de 32 -- 16 BEP Vente 1 seule classe de 32 - 16 élèves
- 2008 : arrêt du recrutement de première année de BEP Compta -- 32 maintien de l'unique classe de BEP Vente à 32
- Rentrée 2009 : suppression de la filière Compta et fermeture à terme du bac pro Compta - Incertitude quant à la survie de la filière vente BEP et Bac Pro

Voilà comment l'état répond aux besoins criant de formation dans le département de l'Eure et Loir et mieux ce sont les même en Eure et Loir qui ne bouge pas sur toutes ses suppressions, qui reproche à la région de ne pas faire suffisamment qui lui demande toujours plus pour palier aux carences de l'État. Il n'est même plus donner la possibilité de refaire une année en cas d'échec au Bac Pro.

La décision de l'état de se désengager financièrement de cette voie d'enseignement en l'abandonnant aux entreprises est déjà en marche depuis plusieurs années mais la réforme qui vise à généraliser le bac prof en trois ans au lieu de 4 aura des répercussions néfastes pour les élèves les plus en difficultés.

C'est en France l'équivalent de 10 lycées professionnels qui ferment chaque année depuis 2001, sous prétexte de baisse démographique, or les demandes des élèves pour suivre ce type de cursus n'ont pas diminué. L'orientation des élèves en CAP ou BEP se fait toujours majoritairement par l'échec, seul un infime pourcentage choisit ce cursus par réelle conviction professionnelle.

L'accroissement des difficultés sociales des parents, les classes surchargées, participent à accroître les inégalités sociales et l'augmentation d'élèves en difficultés contribue à ce que l'enseignement professionnel tel qu'il recrute aujourd'hui ne subisse pas la baisse démographique.

Le coût des machines et outils liées à l'apprentissage d'une matière professionnelle implique

qu'un élève engagé dans cette voie coûte plus cher qu'un élève de seconde générale, il est donc évident qu'en matière d'éducation c'est d'une logique budgétaire qu'il s'agit et cela prime sur le devenir des élèves.

Par son choix de se désengager financièrement de l'enseignement professionnel le gouvernement réalise des économies, or ces économies sont réalisées sur le dos des populations les plus démunies, les plus en difficulté.

Sur la question du bac professionnel en trois ans au lieu de quatre, signifie la suppression de 25% des effectifs enseignants en lycée professionnel, c'est donc bien d'une restriction budgétaire dont il s'agit.

Les élèves orientés en lycées professionnels cumulent souvent des années d'échec scolaire et de fait ont amassé des retards au regard de leur formation ils ont besoin pour accéder au savoir nécessaire en vue de l'obtention d'un bac pro d'un temps d'apprentissage plus long que les élèves qui ont suivi un cursus sans difficulté.

On voit bien à quel point ce dispositif sacrifie les élèves les plus fragilisés et les plus démunis.

Le sociologue Said Bouamama dit : « traiter en égaux des inégaux est la pire des inégalités ».

On peut le formuler autrement « donner moins à ceux qui en ont le plus besoin ». Est-ce cela cette fameuse égalité des chances que l'on nous ressasse à longueur de discours.